

INTERVENTION DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE
A LA 6^E SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL EXECUTIF DE L'UNESCO
8-9 JUIN 2020

Monsieur le Président de la Conférence Générale,

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,

Madame la Directrice Générale,

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Exécutif de l'UNESCO inscrit aujourd'hui une nouvelle page de son histoire en tenant sa première session virtuelle à l'occasion de cette 6^e session extraordinaire qui nous réunit. À cet effet, le gouvernement de la République de Guinée Equatoriale voudrait exprimer ses vifs remerciements et ses félicitations à Monsieur le Président du Conseil Exécutif pour les efforts déployés qui ont permis la tenue de cette session.

La Guinée Equatoriale souhaite également remercier le Secrétariat et l'ensemble des Etats Membres du Conseil Exécutif pour avoir rendu possible cette session virtuelle, car il est plus qu'important que dans cette crise que traverse le monde, tous les Organes directeurs de l'UNESCO puissent fonctionner chacun selon son mandat.

Le monde actuel est secoué par les effets de la crise du Covid-19, une crise multidimensionnelle, à la fois sanitaire, économique, sociale et mentale. Comme à chaque crise, elle est une invitation à la pensée, une stimulation à la réflexivité, donc à une forme d'enthousiasme qui nous pousse à penser autrement, en remettant en cause nos certitudes. Cette crise est venue nous montrer que l'heure est venue d'inventer des nouvelles chaînes de valeurs qui permettront de préparer l'avenir et se demander : Est-ce que les méthodes conventionnelles sont-elles encore appropriées. ? Est-ce que les scénarios prennent en compte l'existence d'une pluralité d'acteurs ou de solutions ?

L'UNESCO en tant que Laboratoire d'idées, est attendue pour produire en premier cette réforme de la pensée en son propre sein, à travers ses organes directeurs et ses Etats Membres, afin de mieux la communiquer au reste du monde, qui attend tant de son action, dans un monde en perpétuel mouvement.

La crise a mis à nu ce qui n'allait pas dans notre monde, car le constat est que les questions vitales de la santé et de l'éducation ne sont pas à la place primordiale qu'elles devraient être déjà même avant la crise du Covid-19, au regard de la faible part de budget allouée par la majorité des gouvernements des pays en développement, notamment en Afrique où une grande partie du budget est consacrée au remboursement de la dette.

Aujourd'hui nous sommes face à un enjeu majeur dans le domaine de l'éducation pour lequel il faut passer au numérique et à la digitalisation. Les disparités sociales et économiques et la fracture numérique marquée par l'absence de l'internet dans certains endroits, nous invitent à

repenser les contenus, créer de nouveaux modèles pédagogiques, les anciens ayant été mis à mal depuis la crise du Covid-19. Il est important que l'UNESCO renforce son aide à la capacité des Etats à mettre en place des politiques publiques de façon équitable, des politiques qui ciblent des foyers pour combattre la pauvreté à travers des systèmes éducatifs adaptés et performants.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La pandémie du covid-19 comme partout ailleurs, a fortement impacté le mode de fonctionnement de l'UNESCO. La Guinée Equatoriale remercie la Directrice générale pour les mesures prises afin d'assurer la continuité des activités et son adaptation rapide à une situation de télétravail.

Cependant, le fonctionnement atone du Conseil Exécutif depuis la crise du Covid-19 pose un problème de gouvernance des organes directeurs de l'UNESCO. Et cette situation nous invite à adopter des méthodes de travail qui favorisent la continuité de cet important organe directeur qu'est le Conseil Exécutif. Les règles et procédures actuelles du Conseil Exécutif peuvent être adaptés à un cadre de travail dans un espace virtuel, le but étant de rendre l'UNESCO efficiente et efficace même en temps de crise, et permettre à l'ensemble de ses organes directeurs de fonctionner.

Pour terminer, la Guinée Equatoriale remercie les facilitateurs désignés par le Président du Conseil Exécutif, leurs Excellences les Ambassadeurs Délégués permanent du Maroc et de la Suisse, pour le travail et l'effort fournis dans la recherche du consensus sur les points à l'ordre du jour. Le résultat de leur démarche qui n'a pas abouti à un consensus, souligne la nécessité de développer de nouvelles manières de travailler en toute transparence sur les projets de décision avant la tenue des sessions du Conseil Exécutif.

JE VOUS REMERCIE.